



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-6273>

Département(s) de publication : **35**

Annonce n° **24-6273**

Services

---

### Section 1 - Identification de l'acheteur

**Nom complet de l'acheteur :** Ville de Rennes

**Type de Numéro national d'identification :** SIRET

**N° National d'identification :** 21350238800019

**Ville :** RENNES

**Code postal :** 35000

**Groupement de commandes :** Non

**Département(s) de publication :** 35

### Section 2 - Communication

**Lien vers le profil d'acheteur :** <https://www.megalis.bretagne.bzh>

**Identifiant interne de la consultation :** VDR\_23\_20\_MAPA

**Intégralité des documents sur le profil d'acheteur :** Oui

**Utilisation de moyens de communication non communément disponibles :** Non

**Nom du contact :** <https://marches.megalis.bretagne.bzh> ou scp-commandepublique@rennesmetropole.fr

### Section 3 - Procédure

**Type de procédure :** Procédure adaptée ouverte

**Conditions de participation :**

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** - Formulaire Dc2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés - Document prouvant que le candidat dispose d'une autorisation spécifique ou est membre d'une organisation spécifique pour pouvoir fournir dans son pays d'origine le service concerné. - Formulaire Dc1, Lettre de candidature \_ Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire

- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels. - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. - Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. - Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat Les candidats doivent répondre aux conditions prévues par l'article 54 de la loi du 31 décembre 1971

**Technique d'achat** : Accord-cadre

**Date et heure limite de réception des plis** : 12/02/2024 à 17:00

**Présentation des offres par catalogue électronique** : Interdite

**Réduction du nombre de candidats** : Non

**Possibilité d'attribution sans négociation** : Oui

**L'acheteur exige la présentations de variantes** : Non

**Identification des catégories d'acheteurs intervenant (si accord-cadre)** : Acheteur(s) habilité(s) à passer les marchés subséquents ou bons de commande

**Critères d'attribution** : Valeur technique de l'offre : 70% Prix : 30%

## Section 4 - Identification du marché

**Intitulé du marché** : MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE JURIDIQUE DANS LE DOMAINE DE LA DONNEE

**Code CPV principal - Descripteur principal** : 79111000

**Type de marché** : Services

**Description succincte du marché** : L'objectif de la présente consultation est d'accompagner la métropole dans le développement et la mise en oeuvre de sa stratégie de la donnée, par des expertises juridiques relatives à la donnée (régimes de propriété, de partage, de diffusion et d'exploitation) afin de sécuriser les échanges de données, de garantir la pleine maîtrise par la collectivité des données essentielles à l'exercice de ses compétences, et d'assurer la sécurité juridique des expérimentations en cours. Il s'agira également d'alimenter les réflexions autour du rôle de la collectivité dans la gouvernance territoriale de la donnée, notamment en matière de cadres réglementaires mobilisables et de montages juridiques envisageables pour conduire des démarches collectives, en application de stratégies nationales et européennes en la matière et des textes produits dans cette perspective. Marché en groupement entre la Ville de Rennes et Rennes Métropole, Ville de Rennes étant le coordonnateur du groupement

**Lieu principal d'exécution du marché** : VILLE DE RENNES 35000 - RENNES

**Durée du marché (en mois)** : 12

**Valeur estimée (H.T.)** : entre euros et 50000 euros

**La consultation comporte des tranches** : Non

**La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché** : Non

**Marché alloti** : Non

## Section 6 - Informations Complémentaires

**Visite obligatoire** : Non

**Autres informations complémentaires** : L'accord-cadre sera exécuté par l'émission de bons de commande. Les prestations sont réglées par des prix unitaires. L'estimation est de 50.000 euro(s) HT

par an soit 200.000 euro(s) HT sur la durée totale du contrat (4 ans) Le montant maximum est de 100.000 euro(s) HT par an soit 400.000 euro(s) HT sur la durée totale du contrat (4 ans) L'accord cadre est conclu pour une période initiale de 1 an, il est reconductible 3 fois 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication : 18/01/2024**